

INTELLIGENTSIA CONGOLAISE, REFONDATION DE L'ETAT ET
DEVELOPPEMENT LOCAL EN TERRITOIRE DE FIZI,
SUD-KIVU, R. D. CONGO

CONGOLESE INTELLIGENTSIA, REBUILDING THE STATE AND
LOCAL DEVELOPMENT IN FIZI TERRITORY,
SOUTH-KIVU, R. D. CONGO

Jassalh Saleh Asissa* 

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2025.1.03

Published Online: 2025-06-30

Published Print: 2025-06-30

Abstract

Several authors have demonstrated, through theoretical and empirical studies, that democratic institutions play a very important role in the economic growth process. By clearly defining the mechanisms for accession to power and alternation of power,

* Doctorant en Leadership politique et Gouvernance, Université du Burundi; Institut supérieur de développement rural (ISDR), Fizi, RD Congo; Centre d'Etude et Recherche de Développement des Sociétés en Reconstruction, Université du Burundi. Email: assisajassalh1@gmail.com



democratic regimes inhibit political destabilization. Most of the population of Fizi Territory, in the province of South Kivu, lives from agriculture, fishing, livestock breeding, small-scale trade and artisanal mining. Following the cyclical instability observed since the independence of Congo-Zaire in 1960, the Territory of Fizi has remained a red zone. The Force Bendera dam, Lake Tanganyika and the RN5, the main sources of local development, have never been exploited. Until 2008, the political intelligentsia navigated blindly without any local development planning tools. The long-awaited basic elections never took place. Sovereignty at grassroots level was violated and is now in the hands of the protectors of the land. As a result, the rebuilding of the now non-existent state is a real and pressing priority. Identity-based violence must be banished by all means.

Keywords: intelligentsia, rebuilding, leadership, peace, local development, Fizi.

Introduction

Les franges politique et intellectuelle de l'*intelligentsia* congolaise se cherchent encore une voie de sortie meilleure pour construire un véritable Etat, en tourbillon depuis plus de 30 ans. C'est-à-dire un pays paisible et stable. Le Congo-Kinshasa a été depuis longtemps terre d'hospitalité légendaire par-delà les 80 ans de colonisation belge. En effet, les différentes ethnies vivaient harmonieusement au sein des royaumes. Cette hospitalité a été incarnée dans le vécu des peuples grâce à une sociologie de vie et action traditionnelle comme le *lubunga* (case), le *lokole* (rite de circoncision) sans oublier l'*ésalé* (travail communautaire) dans notre zone d'étude. Ces pratiques socio-historiques étaient mises en place pour l'intégration des différentes catégories sociales par des hommes qui n'avaient pas été à l'école occidentale. Son objectif était d'anticiper les conflits violents en son sein et d'amorcer le développement local en construisant la paix dans la société.

Selon Philippe Braud¹, la violence intérieure constitue un facteur majeur de stagnation ou de régression en paralysant les échanges à distance.

¹ Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris : Seuil, 2004, p.8.

Partout aujourd'hui comme hier, le règne des « seigneurs de la guerre » signifie la désorganisation des circuits commerciaux, la régression autarcique, voire la ruine générale. Au contraire, c'est la fin des guerres privées, le retour à un minimum de sécurité, l'émergence de pouvoirs politiques moins prédateurs qui conditionnent un décollage économique durable. Ces situations d'instabilité permanente ont poussé certains auteurs à donner à l'Etat en Afrique plusieurs qualificatifs comme : quasi-État, État faible et sous perfusion, État en déliquescence, Etat importé et en faillite, État criminel et effondré, etc.² Car l'Afrique est dirigée par une administration léguée et téléguidée par *l'imperium* des anciens colons auquel il faut mettre fin. Il faut donc acquérir des institutions véritablement pensées par les Africains eux-mêmes afin de conquérir leurs droits fondamentaux. Ces droits sont ravis par une *intelligentsia* politique à la solde du colon. Car en effet, les colons sont partis mais restés dans la peau de *l'intelligentsia* détentrice du pouvoir d'Etat. Du coup, étudier l'Etat en Afrique et en R. D. Congo (RDC) particulièrement soulève des questions à caractère tératologique quant aux nombreux défis traversés.

Le but de cette brève réflexion est de tenter de montrer que la RDC est en transition infinie et imposée en interne et en externe. Partant d'un chaos total, d'un pays exsangue où la violence est source de conquête de

² Robert Jackson, *Quasi States: Sovereignty, International Relations and the Third World*, New York: Cambridge University Press, 1990; Mutondo Kitoka Moke, *Église, Protection des Droits de l'Homme et Refondation de l'État en République Démocratique du Congo. Essai d'une éthique politique engagée*, Thèse de doctorat, Genève, Globethics, 2012; Jean-Bernard Véron, « La Somalie : cas d'école des Etats dits 'faillis' », *Politique étrangère*, n°1, 2011. Denis Bouchard (2011) montre que le concept même pose problème selon François Gaulme (2011). Ce dernier postule que le vocabulaire est incertain et fluctuant. Plusieurs mots ou expressions sont utilisés, suscitant débats et polémiques. L'expression « État failli », traduction littérale de *failed state*, est à la fois péjorative et ambiguë : il s'agit en effet moins d'une faillite financière que d'une situation plus générale d'échec à remplir ses missions. Ainsi rencontre-t-on d'autres expressions telles que : « États faibles » (*weak states*), « États fragiles » (*fragile states*), « États effondrés » (*collapsed states*) Zartman (1995), « États en crise » (*crisis states*), « zones non contrôlées » ou « zones de non-droit » (*ungoverned spaces*) ; on parle également de phénomène de « somalisation », en référence à la situation que connaît la Somalie depuis plus de 30 ans.

pouvoir politique et d'une place au soleil reléguant au second plan le mérite et la compétence. Malheureusement cette conquête brutale du pouvoir et des richesses laisse des traces indélébiles dans le subconscient social qui reste à tout le moins difficile à effacer. L'Etat de droit que l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social), parti au pouvoir depuis janvier 2019, appelle sous le slogan "*le Peuple d'abord*" reste une fumée. Avant lui, il y avait les cinq chantiers de la modernité prôné par le PPRD (Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie). Cette modernisation n'est possible que si *l'intelligentsia* s'investit sérieusement et ce, à tous les niveaux. Et le peuple continue à attendre sans connaître la fin de ce calvaire. Il est à retenir que selon Pareto, l'organisation politique est toujours et nécessairement hiérarchique : elle superpose une « classe gouvernante » à une « classe gouvernée », illustrant ainsi, dans un domaine particulier, la distinction plus générale entre l'élite et la non élite, qui oppose dans une société une « couche supérieure » et une « couche inférieure », une « partie aristocratique » et une partie vulgaire »³. Il s'agit en effet une référence à Machiavel et à Rousseau⁴. Et cette tendance nie l'existence de la démocratie au profit d'une oligarchie au pouvoir. Ce qui est normal dans toutes les sociétés du monde, c'est qu'un pays n'est pas gouverné par tous à la fois et tous les temps.

Au fait, les prévisions positives à l'indépendance ne tenaient pas compte du fait que les richesses naturelles de la RDC constituaient, en réalité, son talon d'Achille, de bombe à retardement, déjà annoncé voici un siècle par Joseph Conrad dans son roman-fiction à titre évocateur « *Au cœur des ténèbres* », métamorphosé aujourd'hui en « *ténèbres dans les cœurs* ». Ceci, pour avoir engendré des convoitises et des rapines dont la principale victime est le peuple congolais⁵. Les défis de *l'intelligentsia* politique, de la stabilité et du développement local du territoire de Fizi restent une préoccupation des

³ Guy Perrin, *Sociologie de Pareto*, Paris : PUF, 1966, p.182.

⁴ *Ibidem*.

⁵ César Nkuku Khonde, et al., *La République Démocratique du Congo. Les droits humains, les conflits et la construction/destruction de l'État*, Barcelona : Fundació Solidaritat UB et Inrevés, 2009, p.5.

citoyens mais chaque côté avec un prisme différent. Triste sort qu'est celui de Fizi qui a été et reste toujours qualifié de *zone rouge*, cette coloration reste préjudiciable. Et le peuple en paie un lourd tribut. Des perturbations sociopolitiques cycliques depuis 1960 sont orchestrées par l'élite politique d'un côté, et par la défaillance de l'Etat d'un autre côté. Le défaut majeur étant un manque criant d'organisation de ses forces de défense et de sécurité.

A cet effet, disons que les affres de la guerre commises par des milices identitaires interposées (en termes de *vendetta*) ainsi que différentes revendications politiques par des leaders tribaux ou « entrepreneurs identitaires »⁶ sont un frein au développement local de cet espace de la RDC.

Il est clair que cet article est ancré dans une grille de lecture de l'*intelligentsia* en général et celle politique en particulier. Il essaie de décrypter les différents facteurs déterminants de l'instabilité de Fizi et partant, de son sous-développement. Cette étude a comme objectif de contribuer à la réflexion sur le lien existant entre *intelligentsia* et stabilité politique pour le développement local du Territoire de Fizi. Elle tente de répondre à la question suivante : Quel regard managérial formuler en rapport avec les différents déterminants de la stabilité politique et le développement local du territoire de Fizi ? Notre thèse est que la mauvaise gouvernance du territoire de Fizi impacte négativement la stabilité politique et, se trouve à la base du sous-développement territorial. Bien plus, s'ajoutent d'autres facteurs, notamment : politiques, techniques, culturels et géostratégiques internes comme externes que nous essayons d'analyser *infra*.

Du point de vue méthodologie et approche empruntées, cette réflexion recourt à la méthode interprétative. Les approches historiciste, systémique, cybernétique et individualiste méthodologique sont mises à contribution. L'enjeu de l'historicité, nous a aidés à nous replonger dans l'histoire où des phénomènes sociaux se répètent et se « régénèrent d'année en année, de

⁶ Jacques Semelin, *Purifier et Détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris : Seuil, 2005, p.78.

génération en génération⁷. Il s'agit notamment des déplacements dus aux horreurs commises sur les populations. Dans ce travail, l'analyse systémique de la politique chère à David Easton⁸ nous aide à analyser l'interaction entre l'action publique et son environnement. Autrement dit, essayer de comprendre dans quelle logique des interactions entre les éléments d'un système politique et social permettent de mieux décrire sa trajectoire passée et avoir plus ou moins une lecture de son futur quoiqu'en filigrane. Un peu plus spécifiquement il s'agit de souligner que l'administration reçoit des demandes et des soutiens issus de son environnement et auxquels elle doit répondre par des décisions et des actions. Quelle est la portée de ces décisions prises ? En effet, à travers ce jeu d'inputs et d'outputs, l'allocation autoritaire des valeurs existe-t-elle ? Il s'agit pour nous de comprendre les actions menées par les acteurs politiques et sociaux dans notre contexte. L'approche cybernétique nous sert de référence pour comprendre les mécanismes mis en place pour la gouvernance locale, provinciale et nationale dans le Territoire de Fizi. S'agissant des techniques pour la collecte des informations pertinentes à ce travail, nous avons utilisé les documents, les interviews directes semi directives et l'observation directe. Un guide d'entretiens semi directifs a été utilisé comme outil de collecte des informations. Et les informateurs ont été garantis s'agissant de la protection des sources si nécessaire. Les sources sont les responsables de la société civile, experts, administratifs, fonctionnaires, etc.

Les clivages identitaires, violation des droits humains et violences armées en territoire de Fizi

L'analyse contextuelle du Territoire de Fizi actuel est factuelle. En effet, l'étude lie l'instabilité de Fizi au manque avéré de gouvernance démocratique dans la gouverne politique. Il sied d'y ajouter l'impact de la mauvaise gestion des mouvements migratoires de la population venue des pays voisins,

⁷ Paul N'da, *Méthodologie de la Recherche de la Problématique à la Discussion des Résultats*, Abidjan : Université de Côte d'Ivoire, 2002, p.54.

⁸ David Easton, *A Systems Analysis of Political Life*, New York: John Wiley, 1965.

notamment du Burundi et du Rwanda avant et après les indépendances. Lesquels mouvements sont restés sans aucune réelle coordination ni du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés (HCR), ni de celle de l'Etat congolais, encore moins des différentes organisations locales de la société civile (OSC). En effet, ni le pouvoir congolais (local et national), ni le HCR, aucun organe quelque organisé quel qu'il soit n'est capable de fournir une liste exhaustive identificatoire des migrants. Rappelons que ces déplacements dus aux violences sous régionales ont forcé certaines populations de migrer de leur milieu d'origine vers les autres espaces voisins en quête de sécurité et de paix d'une part, mais également de pâturage de l'autre part. D'où toute la difficulté d'acquisition et de perte de la nationalité zairoise ou congolaise à ces populations immigrantes qu'elle appelle aussi autochtones de seconde phase. Cette thèse du lien au foncier va au-delà de ce qui frappe la rétine. Car elle a des ramifications politiques d'autant plus que le terroir donne non seulement la richesse mais aussi le pouvoir politique et économique. Et si elle n'est pas résolue dans les plus brefs délais, elle appelle un Berlin bis.

Tout en reconnaissant l'impact direct de la gouvernance locale sur la paix, la stabilité politique et le développement local, notre réflexion montre également les forces contaminatrices hégémoniques vécues dans les pays limitrophes importées dans le Territoire de Fizi. Cette exégèse dégage les éléments basiques à explorer pour qui veut comprendre l'instabilité politique récurrente dans le Territoire de Fizi et les freins à son développement local. Il s'agit de la course au pouvoir, de la dimension culturelle (ethnique), technique et économique, les grandes mutations sous régionales, l'impact de la géostratégie notamment l'ingénierie, ainsi que les mentalités locales pour expliquer le rôle incarné par l'*intelligentsia* dans ce domaine. Ainsi, dans les résultats de nos entretiens, il se dégage que l'identité tribalo-ethnique transfrontalière (Burundi-Rwanda et Ouganda) est génitrice de l'instabilité dans cette contrée territoriale. Cette quête d'identité originale, originelle et supérieure a fabriqué des machines à tuer pour l'autoprotection contre l'Autre. La toile de fond de cette philosophie est de consolider une dette

mémorielle inachevée si la justice ne s'implique pas rapidement et surtout correctement. De ce fait, un leadership visionnaire et très éclairé reste une nécessité pour la RDC et le Territoire de Fizi.

Intelligentsia, stabilité politique comme points d'ancrage à l'action publique

Moke Kitoka Mutondo⁹ montre que depuis 1990, la société congolaise assiste à de dures réalités : des femmes et des filles sont violées sans que leurs bourreaux ne soient interpellés, arrêtés, ou condamnés ; des milliers de personnes sont arbitrairement arrêtées, incarcérées et torturées moralement, psychologiquement et physiquement; des pauvres sont exploités et expropriés de leurs terres, privés de la liberté de circulation; des milliers de personnes sont déracinées de leurs terres, obligatoirement et involontairement déplacées ; des milliers d'enfants sont non scolarisés et abandonnés dans les rues ; des milliers de jeunes croupissent dans le chômage ; des présumés délinquants sont lynchés sans procès; des milliers de personnes privées d'eau potable, de nourriture, d'électricité et des soins médicaux de qualité; des milliers de fonctionnaires et travailleurs sont privés de leurs salaires mensuels, des milliers de citoyens sont privés de la liberté de jouir de leurs biens; d'innocentes personnes sont tracassées, intimidées et assassinées sans que justice soit faite. En rapport avec la gouvernance démocratique justement, certains points font référence à une forte absence de l'Etat dans le Territoire de Fizi. Nous pouvons en retenir ce qui suit :

- des crises politiques récurrentes recourant à la violence ;
- de l'ethnisme érigé en système de gouvernance locale ;
- de la fragilité institutionnelle (sans légitimation) ;
- des *inputs* de la population sans *outputs* des gouvernants créant ainsi méfiance et frustration des dirigés vers les dirigeants ;

⁹ Mutondo Kitoka Moke, *op. cit.*, p.24.

- une corruption permanente comme mode de gestion d'Etat ;
- la vendetta créée suite au manque d'une justice équitable ;

Il faut noter justement que des leaders en quête de positionnement ethnique et/ou tribal sont instigateurs des violations de l'harmonie sociale. La culture politique de participation considérant que les gouvernés soient conscients de leurs moyens d'action sur le système politique, de leur responsabilité d'infléchir le cours des événements politiques exercent leur droit de vote, signent des pétitions ou peuvent organiser des manifestations¹⁰. Cette conscience collective de ses droits est loin d'être une réalité en RDC et Fizi en particulier. Et ceux qui les connaissent n'ont pas d'espace de les défendre. Mais les atrocités commises sur le peuple doivent prendre fin à tout prix en adoptant un changement des mentalités.

Dans cet écheveau où, de nombreux acteurs et divers enjeux s'entremêlent, les perceptions que font les différents membres des communautés locales illustrent aussi la profondeur des tensions qui les divisent¹¹. A ce titre, Guy Perrin montre que l'élite politique se reconnaît donc à l'influence d'un véritable tempérament politique, qui prédispose les individus à rechercher les moyens du pouvoir¹². Ce moyen du pouvoir est malheureusement la violence et l'exclusion les uns sur les autres et de l'Autre. Et on sait combien les richesses de certains pays africains demeurent inutiles à leurs habitants en raison de l'insécurité qui continue d'y prévaloir.¹³ Il faut noter que trois niveaux de conscience sont en interaction au niveau des États hérités de la colonisation. Il s'agit d'une *conscience ethnique*, d'une *conscience nationale* et d'une *conscience régionale*. Pour les «ethnies trans-étatiques», entre la *conscience ethnique* et la *conscience régionale* il n'y a presque

¹⁰ Mwayila Tshiyembe, *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie ?*, Paris : L'Harmattan, 2013, p.50.

¹¹ Action pour le Développement et la Paix endogènes (ADEPAE) et al., *Au-delà des « groupes armés ». Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)*, Série des Grands Lacs, Uppsala : Life&Peace Institute, 2011, p.13.

¹² Guy Perrin, *op. cit.*, pp. 184-185.

¹³ Philippe Braud, *op. cit.*, p.8.

pas de frontière¹⁴. Cette triste réalité a des répercussions sur la RDC où certains voisins lorgnent des terres mais aussi des richesses naturelles.

Déterminants de l'instabilité et frein au développement local

Pour se développer, les acteurs et les intervenants doivent viser une logique globale au lieu de se borner seulement sur le clanisme, l'ethnisme, la violence aveugle, en se basant sur l'approche de "fight, negotiate and build". Pour cela, il faut avant toute chose connaître le vrai ennemi de son avenir. Car, il est vrai que des rebelles burundais de Red Tabara, Fnl, Forebu, et rwandais de Twirwaneho, Ngumino associés au M23/AFC sont présents dans le Territoire de Fizi qui s'affrontent aux Fardc, aux forces armées burundaises et aux wazalendo. Cela bloque tout espoir de sécurité et de paix.

Stratégies pour recouvrer la paix, la sécurité, la stabilité politique du Territoire de Fizi

Pour recouvrer la paix, la sécurité et la stabilité politique, plusieurs facteurs sont à considérer afin de définir les stratégies. D'abord, il faut penser à l'instauration d'un véritable État (1) au niveau national avec une armée professionnelle, très bien équipée et des militaires bien formés. Cela suppose l'établissement de l'autorité administrative compétente, non cliente et non affairiste dans tous les services publics. Ensuite sur le plan économique, il faudrait favoriser les investissements (2) en créant des infrastructures efficaces et capables de booster l'économie locale (notamment la route nationale (RN5), la construction des ports à Baraka et Kazimia. Par exemple, Fizi nécessite la construction des bonnes infrastructures routières, l'appui et le renforcement des outils nécessaires à la transformation dans le secteur agricole dans l'amélioration des techniques agro-alimentaires (le palmier à huile, le coton, le café, la canne à sucre, les différents fruits : orange, mandarine,

¹⁴ Gaudefroid Muzalia Kihangu, *Bundu Dia Kongo, une résurgence des messianismes et de l'alliance des bakongo ?*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Gand-Belgique, 2011, p.53.

mangue, papaye, ananas), de la pêche (congélation du poisson), de l'élevage (les produits laitiers). Il est nécessaire de mettre en place des usines de production d'eau minérale afin de lutter contre les maladies hydriques très fréquentes dans le Territoire de Fizi. Jusqu'à présent, l'eau potable embouteillée consommée par une catégorie de la population dans le territoire de Fizi vient de la Tanzanie et du Burundi. Le secteur de l'éducation primaire et secondaire est presque exclusivement entre les mains des confessions religieuses et des privés. Toutefois, trois institutions publiques d'enseignement supérieur existent à Baraka : l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP), l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) et l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM). Il faut louer les efforts noués par les natifs compétents qui n'hésitent pas à prêter main forte à la jeunesse locale dans la formation scientifique. Ces institutions d'enseignement supérieur manquent cruellement d'infrastructures et moyens financiers appropriés pour leur bon fonctionnement ainsi qu'un personnel qualifié. Ce qui pousse beaucoup de jeunes ressortissants de Fizi à préférer étudier dans des universités à Bujumbura où les conditions académiques et sécuritaires sont acceptables et programmes de leurs goûts.

Un système éducatif pour le développement local favorable à la stabilité

L'éveil de l'Afrique, et la libération totale de son peuple sont les conditions *sine qua non* pour le bien-être des populations de ce continent, et par ricochet de l'équilibre de tous les humains sur la terre. Cela passera obligatoirement par une révolution des mentalités de tous¹⁵. Symphorien Sah'Ngong Tenne ajoute que cela est possible d'après le constat selon lequel l'Afrique est un continent riche, voire très riche de ses ressources naturelles, de sa position géographique, de son réel potentiel humain et culturel, et de ses nombreux talents et compétences disséminés à travers le monde.

¹⁵ Symphorien Tenne, *Cortex-Déconfinement*, Paris : Editions ICES, 2021, p.5.

Les thématiques de la protection du peuple et de redistribution équitable des richesses du continent à l'ensemble de la population que commande la bonne gouvernance doivent être prises très au sérieux. Ceci pour remédier aux frustrations et à l'exaspération sans cesse croissantes, et aux différentes crises qui y découlent, déstabilisant au passage bon nombre de pays, ce qui entraîne la fuite de la jeunesse vers l'inconnue, la livrant ainsi inévitablement par sa vulnérabilité à la résurgence de l'esclavage moderne par la servitude volontaire¹⁶. En effet, il faut dès à présent, envisager pour Fizi en particulier et la RDC en général un *aggiornamento* des cursus scolaires. C'est dire apprendre à la jeunesse des curricula adaptés à son environnement local, régional et national. Il est inconcevable qu'un peuple ne puisse pas concevoir les b-a-ba de sa langue maternelle commune à au moins deux millions d'âmes. Que ce peuple ne sache pas lire et écrire sa langue, ne fasse pas des études prospectives de ses richesses et ne profite pas de l'environnement naturel de son écologie. Les habitants de l'Ubembe n'ont aucun écrit dans leur langue à part les cantiques de l'Eglise Méthodiste ainsi que la Bible. Rares sont ceux qui maîtrisent le kibembe parlé des journaux radiodiffusés. La langue kibembe reste parlée et se transmet de bouche à oreille de façon traditionnelle. Il n'existe même pas un centre culturel bembe. Tout le monde attend que l'Etat le fasse tout en sachant qu'il ne le fera pas. Dans le territoire de Fizi, il n'y a aucune école technique avec une section pêche, environnement, mines, arts, agri-élevage, etc. Et pourtant, les Babembe se sont toujours appelés "*Bipembwe*" c'est-à-dire des guerriers redoutables. Mais le lùshi : l'ethnisme, le clanisme et le séparatisme n'élèvent pas une nation (Banyaboke, Bamtambala, Banyang'angya, Bashimembé, Ba Itombwe, ...) ¹⁷ Et ceci engendre la haine entre les communautés. Selon Jean-Claude Kaufmann, la haine est un dérivé du sentiment de supériorité d'une communauté sur une autre¹⁸.

¹⁶ *Ibidem*, p.6.

¹⁷ Le préfixe ba = originaires ou ressortissants de secteur x.

¹⁸ Jean-Claude Kaufmann, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris : Hachettes Littératures, 2004, p.123.

Ceci caractérise non seulement les Babembe entre eux mais aussi ceux-ci contre les Banyamulenge, les Bavira, les Bafuliiru, les Babawari, les Banyindu, etc. et vice-versa. Il a été observé de tels sentiments entre les partisans de Anzuluni Bembe Ishilonyonyi, Président du Parlement zaïrois et le Ministre Ramazani Mwenemalungu, membres du Mpr (Mouvement Populaire de la Révolution), et des Honorables Louise Munga et Néhémie Mwilanya Wilondja ; l'une Ministre et l'autre Chef de Cabinet du Président Joseph Kabila Kabange. Et tous les deux étant des grands ténors du Pprd (Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie). Leurs mouvements (Fondation Louise Munga : Fondalmu) et (Compagnons de Néhémie pour la Paix et le Développement : Cnpd) se regardaient en chiens de faïence par membres interposés pourtant tous affiliés au Pprd. En effet, selon Jean-François Bayart, la rétraction identitaire dans le domaine politique va de pair avec le rabougrissement des interrogations intellectuelles, pour ne pas dire morales¹⁹. Paul Ricoeur souligne que la narration de soi est, non pas une pure invention, mais, une mise en récit de la réalité, un agencement d'événements permettant de les rendre lisibles et donner sens à l'action²⁰. Martin Luther King nous le rappelait en son temps, que « *les grandes nations ne naissent pas grandes, mais les grandes nations ne sont que l'œuvre de leurs concitoyens* »²¹. En d'autres termes, il faut une révolution familiale pour apprendre des valeurs positives aux enfants, c'est-à-dire les citoyens de demain. L'éducation dans le cercle familial a donc un rôle central de fabrique citoyenne. Dans un tel contexte, Symphorien Sah'Ngong Tenne dit qu'on ne peut pas indéfiniment laisser un peuple être la proie facile de la domination tous azimuts, des prédateurs de ce monde de truands, sans rien faire, sans rien entreprendre, sans chercher les voies et moyens de l'obtention de sa libération totale²². Et cette libération commence justement par le déconfinement de nos cerveaux,

¹⁹ Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard. L'espace du politique, 1996, p.10.

²⁰ Paul Ricoeur, *Temps et récit*, Paris : Seuil, coll. « Points, 1991, *apud* Jean-Claude Kaufmann, *op. cit.*, p. 151.

²¹ *Ibidem*, p.19.

²² *Ibidem*, p.9.

c'est-à-dire de certaines mentalités rétrogrades y compris de ceux qui nous gouvernent. Et dans le contexte congolais, ce ne sont pas les pyromanes qui sont censés ramener la paix et le développement mais un Etat libérateur.

L'approche « développement local »²³

L'approche d'appui aux initiatives locales de développement peut impulser des actions de « terroir » qui prennent en compte l'ensemble de la communauté, comme l'aménagement des boisements, le zonage de l'utilisation des terres (agriculture, élevage, environnement), le développement/restauration des mécanismes de solidarité. On s'achemine alors vers une approche de développement local sous l'impulsion d'une organisation paysanne. Très souvent, cette intervention concerne plutôt les infrastructures locales, surtout sociales – la régulation de certains mécanismes dérégulés, la dynamisation du dialogue dans la communauté, l'amélioration de la gestion participative ainsi que la promotion de la gouvernance du patrimoine collectif -, même si elle engrange au passage quelques résultats économiques. De façon générale, les actions de terroir sont laissées à l'initiative privée ou des ONG internationales ou OSC (Organisations de la Société Civile). L'initiative privée est souvent l'œuvre des organisations de la société civile qui sont, en grande partie des ramifications des partis politiques. Ce qui laisse peu de chance d'adhésion des paysans non membres ou sympathisants de ces partis politiques. Il n'est pas rare de rencontrer des paysans animés de sentiment de "tumukule tumukwepe" (profitons de lui puis au finish on s'éclipse).

L'approche fondée sur les potentialités et les opportunités²⁴

Dépités par l'approche par les besoins, de nombreux acteurs ont préconisé une stratégie diamétralement opposée ; elle consiste à faire réfléchir les populations plutôt sur les potentialités de leur milieu et sur la manière de

²³ Deogratias Niyonkuru, *Pour la dignité paysanne. Expériences et témoignages d'Afrique, réflexions, pistes méthodologiques*, Bruxelles : Grip, 2018, pp.87-88.

²⁴ *Ibidem*, p.89.

les valoriser. On part, soit d'une initiative locale de développement présente dans le milieu, soit d'une cible fixée au départ : les jeunes, les femmes, les rapatriés, les déplacés et l'on conduit avec eux une réflexion à la fois sur les potentialités et les opportunités qu'offre le milieu ou leur situation. La méthode se poursuit par une réflexion sur les possibilités de mobilisation des ressources endogènes en vue de valoriser ces opportunités. Malheureusement, les Fiziens, plongés dans une insécurité grandissante pendant plus de 60 ans, ne profitent pas des potentialités leur offertes gracieusement par la nature. Du coup, ils vivent dans la pauvreté la plus totale au point que certains préfèrent s'inscrire comme des réfugiés dans les camps des Burundais installés dans leur propre pays.

Discussion autour d'un plan de développement local dans le Territoire de Fizi

Le plan de développement local du Territoire de Fizi n'a jamais existé depuis la période de l'Afdl (1996 à 2001) et du Rcd-Goma (1998-2003). Selon l'ancien ministre de l'économie et des finances du Sud-Kivu (2016), Boaz Bahombwa Amango²⁵, la gestion du Territoire était une navigation à vue. Forts de ce contexte, les gouvernants du Territoire de Fizi doivent, à tout prix, organiser d'une part, et mettre en place, de l'autre part, des actions programmatiques qui faciliteraient la sortie du territoire de cette impasse et des conséquences de la gouvernance chaotique. La CAM²⁶ (Conférence Avenir M'mbondo), un forum WhatsApp de l'élite intellectuelle de Fizi et Itombwe soulève le problème du sous-développement de Fizi sous l'angle suivant : pour Clément Usseni, le développement est un fait social et les faits sociaux sont totaux et globaux. On ne parlera jamais de développement si la situation sécuritaire n'est pas stable au pays et partant à Fizi. Nous ne devons pas oublier que si la famine bat son plein dans notre territoire, c'est aussi à cause de l'insécurité. Les gens, toutes catégories confondues, ont peur des

²⁵ Cf. Entretien du 12 novembre 2021.

²⁶ CAM (Conférence Avenir M'mbondo), samedi le 26 août 2023.

atrocités de la part des inciviques, et autres ennemis rwandais surtout. Cette idée est soutenue par Cléophas Byolenganya Basaluci²⁷ qui évoque l'idée d'un nouveau paradigme dit "Nexus : humanitaire - Paix, Développement". « Ce paradigme soutient l'idée selon laquelle il n'y a pas de développement si la paix reste hypothétique ou incertaine. L'insécurité est un refrain qui revient de chaque chœur dans le Fizi et Itombwe. Pour moi, nous devons d'abord réfléchir comment juguler l'insécurité chez nous avant de parler développement. Peu importe, lorsque nous parlons de la paix, nous nous entendons aussi mettre en place des stratégies pour lutter contre les guerres à répétition, lutter contre l'insécurité permanente, travailler en faveur de la paix et du développement local. » Pour sa part, Mulala Bahati n'est pas d'accord avec l'idée de Basaluci. Il avance l'idée qu'il faut différencier l'insécurité de la guerre. Oui, les guerres créent l'insécurité mais toute insécurité n'est pas synonyme de guerre. Il n'existe aucun pays au monde où existe la sécurité totale. Donc, la réflexion de comment juguler l'insécurité chez-nous doit aller de pair avec les actions de développement. Parce que, souvent aussi la pauvreté ou le sous-développement à l'outrance peut être la base de l'accentuation de l'insécurité dans un milieu. C'est clair, la sécurité est la base de la stabilité et donc du développement local en passant par l'investissement. Ici sort l'idée d'un Etat-régulateur, entrepreneur ou employeur ; luttant contre le chômage en créant d'emplois/richesses. C'est également l'idée soutenue par Patrick Sulubika, un ancien ministre de la Jeunesse sous Mzee Laurent Désiré Kabila. Point n'est besoin de souligner avec Philippe Braud que partout, aujourd'hui comme hier, le règne des « seigneurs de la guerre » signifie la désorganisation des circuits commerciaux, la régression autarcique, voire la ruine générale. Au contraire, c'est la fin des guerres privées, le retour à un minimum de sécurité, l'émergence de pouvoirs politiques moins prédateurs qui conditionnent un décollage économique durable²⁸. Comme

²⁷ Cléophas Byolenganya Basaluci 59 ans, Master en Relations Internationales, Partnership officer, Politologue agrégé EMDS. Kinshasa, entretien du 26 août 2023.

²⁸ Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris : Ed. Seuil, 2004, p.8.

l'écrivait Ibn Khaldoun, annonçant sur ce point Montesquieu : « *Faire violence aux gens, en leur enlevant leurs biens, a pour effet de leur ôter tout intérêt à en acquérir ... Ainsi le pays se dépeuple et se vide, ses villes tombent en ruine.* »²⁹ Cette pensée montesquienne caractérise le Territoire de Fizi qui perd de plus en plus son peuple pour s'installer dans des camps des réfugiés en Tanzanie, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda pour sa réinstallation aux USA, au Canada, en Australie, ...

Les mécanismes de stabilité politique et d'étatisation du pouvoir au Congo-Kinshasa

De part ces réflexions sus-évoquées, il se dégage que le renforcement des pouvoirs étatiques est très indispensable. Il permettra la responsabilisation des citoyens qui peuvent entretenir la paix et être les premiers investisseurs locaux. La participation dans la gestion de la chose publique sous-tendant la stabilité, la sécurité, la paix et le développement local car ceux-ci deviennent désormais l'affaire de tous. Autrement parlé, le citoyen est conscient qu'il doit participer à la chose publique en mettant en place ses représentants ainsi que des plans locaux de développement. Cela signifie que toutes les composantes de la population sont intégrées de manière démocratique dans cette gestion locale de prise de décision locale.

Dans notre recherche, toutes les ethnies en Territoire de Fizi se lamentent en signalant que depuis 1990, les acteurs politiques originaires de Fizi se manifestent par cette spécificité de clanisme. C'est pourquoi, il faut élaborer une charte de cohabitation pacifique (J-J Rousseau, 1780-1789) en cultivant des valeurs nobles du vivre-ensemble en société. Une autre idée constatée auprès de nos enquêtés est celle liée aux grands défis de la politique de la décentralisation. Il se dégage que cette décentralisation voilée ou chimérique des années 1980 mise sur scène n'a jamais été fonctionnelle

²⁹ Ibn Khaldoun, *Le livre des exemples (vers 1390)*, trad., Paris : Gallimard, 2002, p. 612, *apud* Philippe Braud, *op. cit.*, p.8.

contrairement à l'esprit et à la lettre de sa loi. Celle de 2008 n'est pas fonctionnelle non plus en termes de mise en place des organes délibérants locaux et municipaux dans le Territoire et de gouvernance démocratique. Dans ce cas, il y a nécessité d'une véritable refondation de l'État. Celle-ci vise la protection de la souveraineté du peuple, une vraie participation de celui-ci dans la formulation des plans de son destin, et la sauvegarde de l'intégrité des frontières nationales. Et monsieur Corneille Nangaa, président de la CENI en 2018 a proclamé vainqueur Félix Tshisekedi au lieu de Martin Fayulu suite à un accord pour la paix³⁰ ; un "compromis à l'africaine"³¹.

L'identité dans le contrôle des rouages politiques et économiques : forces en présence

Le rôle de certaines élites a été soulevé dans l'instrumentalisation des identités pour contrôler des espaces territoriaux. Les uns pour leurs intérêts propres, les autres étant des mandatés par des acteurs extérieurs donc agissant par procuration. Selon Pierre Péan³², officiellement, à partir d'octobre 1996, le Zaïrois Laurent-Désiré Kabila a mené une guerre de libération en vue de chasser le président corrompu Mobutu Sese Seko. La réalité fut bien différente : Laurent-Désiré Kabila n'était qu'une marionnette de Kigali, de Kampala et de Washington, placée à la tête de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (Afdl). Ce mariage entre Kabila et ses alliés ne durera que quelque trois ans. Kabila ne digéra pas les injonctions hégémoniques de ses alliés et le comportement de terrain conquis de ces derniers. Une nouvelle rébellion naquit avec à sa tête le Général rwandais James Kabarebe (1998), le Rcd-Goma (1998-2003) qui se métamorphosa après en Cndp (2003-2009) puis

³⁰ YouTube, Interview de Mr Corneille Nangaa avec Marc Perelman sur France 24, le 18/10/2023, consulté le 01/11/2023.

³¹ XXX, « La présidentielle en RDC: un "compromis à l'africaine", selon Jean-Yves Le Drian », <https://www.mediacongo.net/article-actualite-47161_la_presidentielle_en_rdc_un_compromis_a_l_africaine_selon_jean_yves_le_drian.html>, consulté le 08/4/2025.

³² Pierre Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris: Fayard, 2010, p.11.

en M23 (2012 et 2022-2025). Signalons à juste titre que ce Général rwandais était chef d'état-major des forces armées congolaises sous Laurent Désiré Kabila. Titre qu'il gardera encore à son retour au Rwanda. Et le droit est accordé à tous de s'interroger comment un parfait étranger peut être chef d'Etat-major d'une armée en dehors de son pays. Entre 1998 et 2003, le pays était quasiment divisé en deux parties (Est-Ouest). Au finish, la guerre de 1996 était une véritable invasion-agression longtemps avant bien pensée pour mettre les Congolais à genou.

A l'interne, la terre est un gage de pouvoir coutumier et partant, économique et politique. A la logique de la protection de la terre, une dynamique croisée de lutte contre la balkanisation du Congo lorgnée par un complot international³³ s'y greffent des logiques économiques par certains acteurs politiques locaux, nationaux et régionaux interposés. Les exactions commises en violation massive des droits humains³⁴ et l'omerta internationale s'est installée depuis 1994. Depuis octobre 2010, le rapport *mapping* des Nations-Unies a répertorié au moins 617 cas de violations graves de droits de l'homme intervenus entre 1993 et 2003. A ce sujet, la voix du Prix Nobel de la Paix 2018, le Dr Denis Mukwege, est restée jusque-là inaudible réclamant la création d'un Tribunal Pénal International pour la RDC. Depuis, l'association Mwalo dirigée par le Professeur Honorable Obedi Nyamangyoku a érigé un monument en mémoire des victimes de la saint sylvestre 1999 du Rcd-Goma d'Azarias Ruberwa. En effet, la stratégie consiste à faire croire que la RDC est un pays ingouvernable dans son statut pachydermique et politique chaotique actuel, et pour cela il faut tout mettre en œuvre pour sa partition. C'est ce que Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda appellent « *stratégie du chaos et du mensonge* »³⁵. En effet, au niveau du

³³ Charles Onana, *Holocauste au Congo. Omerta de la communauté internationale. La France complice ?*, Paris : L'artilleur, 2023.

³⁴ Rapport *mapping* 2013.

³⁵ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda, Zambo, *Stratégie du chaos et du mensonge. Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec : Editions de l'Erablière, 2014

continent africain, cette thèse de la balkanisation est de plus en plus évoquée et semble, dans certains milieux renseignés des pays de la région, être un secret de Polichinelle.

Jean-Jacques Wondo Omanyundo³⁶ note que ni Museveni, le « Bismarck » africain, encore moins Kagame ne s'en cachent. Ce qui est inquiétant, est que depuis 1996, l'Afrique du Sud, la grande puissance régionale de l'espace située entre l'Équateur et le Cap au Sud du Kalahari, semble de plus en plus portée et être porteuse de cette thèse macabre. Appuyés par des multinationales impliquées dans l'exploitation à moindre coût et le pillage organisé des ressources naturelles congolaises, les analystes sud-africains sont même allés à se poser la question sur la viabilité du Congo en tant qu'entité étatique unitaire et indivisible. « Ce pays énorme est ingouvernable. Peut-être faudrait-il songer à sa partition ». Cette thèse de complot a été renforcée par les gémissements des Présidents français Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron devant Kagame³⁷. Le Congo est vaste avec un leadership étranger, parcellaire et partiel. Le Rwanda est petit sur le plan de la superficie mais brille par son dynamisme. Kenge et Mişcoiu³⁸ montrent que les conflits armés au Congo depuis l'accession de ce pays à l'indépendance soufflent entre internationalisation et régionalisation avec des effets dommageables sur la stabilité nationale du Congo. Cela étant, l'on comprend bien les raisons qui rendent complexes les conflits au Congo et qui asphyxient toute possibilité d'un retour rapide à la paix. De toute observation, il ressort la convoitise des richesses naturelles congolaises par une mafia des puissances hégémoniques prêtes à semer la zizanie pour profiter du chaos et pêcher les minerais. Le Président Sarkozy avait alors proposé une exploitation commune par le Rwanda et la RDC des richesses

³⁶ Jean-Jacques, Wondo Omanyundo, *Les armées au Congo-Kinshasa. Radioscopie de la force publique aux Fardc*, Monde nouveau/Afrique Nouvelle : Saint-Légier, 2013, p.186.

³⁷ Charles, Million, *apud* Charles, Onana, *op. cit.*, 2023, p.14.

³⁸ Dominique Kenge et Sergiu, Mişcoiu, « Rétroactes du conflit congolais (RDC) et regard sur ses causes », in *Studia UBB. Europaea*, 65(2), 2020, pp. 105-131.

congolaises³⁹. Il faut signaler que l'orientation du leadership peut être positive ou négative. De plus, avoir un leadership efficace n'est pas synonyme d'avoir des diplômés qu'il ne faut confondre avec des intellectuels. En RDC, l'élite politique est, à quelques exceptions près, détentrice des diplômes universitaires. Il s'agit plus de la qualité, de vision éclairée d'avenir, des capacités, des compétences des leaders à surmonter une certaine incurie vassalisant de corruption, d'égoïsme et d'ethnisme. Forts de ces constats, les Congolais se débattent pour se protéger et vivre sans espoir du lendemain. Fizi se sent exclu du processus d'élaboration des politiques publiques. Et les ressources allouées au Territoire sont insuffisantes, raison pour laquelle, il n'y a pas ou peu d'infrastructures d'intérêt public. Cette incapacité d'engager la population et de lui fournir des services peut conduire à la frustration. Elle peut aussi créer la méfiance à l'égard des autorités politiques et conduire à la violence. Bref, il est temps de doter le pays des organes légitimes *via* des élections au niveau local et municipal pour se choisir des leaders charismatiques compétents avec une aura incontestée. La mise en place des institutions fortes et incontestées signifie la fin de la transition et l'amorce de la souveraineté du peuple.

En effet, c'est sous le spectre de l'autoprotection que justement, ceux qui étaient qualifiés de « *force négative* » à savoir les mai-mai ou *wazalendo* (résistants patriotes), sont désormais appelés des « réservistes ». Un projet de loi a déjà été voté aux deux Chambres du Parlement et soumis au Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour promulgation de la RAD (Réserve Armée pour la Défense) par la loi n°23/014 du 22 mai 2023 portant institution de la réserve armée de la défense en RD Congo, col.14 et le décret n°23/36 du 24 octobre 2023 relatif aux mesures d'application de cette loi (n°23/014). Voilà ce qui vient changer la reconfiguration sociopolitique des enjeux de la terre congolaise. Toutefois, il revient encore une fois à l'Etat congolais de bien contrôler ces réservistes

³⁹ Patrick Mbeko et Honoré Ngbanda Zambo, *op. cit.*, p. 220 et Tshiyembe Mwayila, *op. cit.*, 2013.

avec une solde mensuelle bien déterminée, réelle et intéressante. Il devra également bien contrôler la circulation des armes qui étaient entre les mains de ces wazalendo. Car, ces derniers n'ont pas d'autres débouchés et risqueraient de reprendre le maquis si jamais leur statut n'est pas géré efficacement. A ce jour, ceux-ci vivent sur le dos de la population en érigeant des barrières décriées ici et là. La mémoire retiendra le décès du commandant *mai-mai* Trésor Ebuéla wa Seba le 14 mars 2025 à Lutete situé à quelques encablures du village de Lweba dans le secteur de Tanganyika. Ebuéla a été tué suite à une altercation avec le groupe des Babuyu nommé Biloze Bishambuke. Tout cela réuni empêche Fizi de décoller. Il faudra enfin mettre en place une équipe de scientifiques et quelques membres des organisations de la société civile (Osc) pour étudier les mécanismes d'indemnisation des populations victimes des violations des droits de l'Homme. Et bien plus, écrire l'Histoire de Fizi.

La prédation des richesses naturelles et la conquête des terres congolaises sont une réalité phénoménale non seulement observable mais aussi connue et documentée. La communauté internationale en parle, des rapports d'experts des Nations-Unies sont rédigés sur le pillage des richesses naturelles du Congo et l'agression de la RDC, mais ils sont rangés dans les tiroirs. Personne n'est en mesure d'expliquer cette impuissance de la communauté internationale usant de deux poids et deux mesures entre la RDC et l'Ukraine. Et pourtant ces deux pays se trouvent dans les mêmes conditions d'agression. Et par-dessus tout, depuis 1997, il s'observe un holocauste de 10 millions de morts, 500 000 femmes violées, et 110 000 km² de forêts dévastées par l'exploitation illégale des ressources naturelles⁴⁰. Sans compter plusieurs autres personnes déplacées à la suite des atrocités commises par les forces d'agression, les forces négatives et les autres groupes terroristes étrangers, appuyés par des puissances extérieures⁴¹. Et le phénomène n'est pas prêt à s'estomper. Car la RDC est militairement faible.

⁴⁰ Charles Onana, *op.cit.*, p.9.

⁴¹ *Ibidem*, p.17.

Tandis qu'à la procuration externe, dans une pesanteur de la révolution numérique et de la transition énergétique, il y a émergence de nouvelles puissances qui ont besoin des matières premières (cobalt, coltan, etc.) stockées dans le sous-sol congolais/Fizi : Chine, Inde, Russie, Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, Israël, Union Européenne, etc. Au final, pour permettre au Territoire de Fizi d'être stable politiquement et de se prendre en charge localement, avec ou sans plan de développement, il transparait le besoin réel de conscientisation et d'asseoir un leadership transformationnel. Une intelligentsia transcendant le nombrilisme ou politique du ventre.

Dans nos résultats, du point de vue interne, il se dégage que la revendication identitaire est génitrice des crises. Il s'agit des crises ethniques, tribales, claniques et des crises liées à des appartenances paroissiales concurrençant l'identité nationale et l'allégeance à l'Etat. Ceci s'enregistre sous le logiciel de la peur, de l'égoïsme que de l'exclusion et de l'immixtion des forces extérieures régionales et internationales à cause de l'Etat failli.

Conclusion

L'absence de l'État dans la gouverne politique est la principale cause de l'instabilité politique du Territoire de Fizi. C'est pour cette raison que nous proposons un contrat sociopolitique basé sur l'amélioration de la gouvernance politique, militaire, administrative et économique du Territoire à travers notamment la planification des projets de développement local. Mais avant tout, la RDC doit user de tous ses moyens pour gérer efficacement la question relative aux réfugiés d'hier et d'aujourd'hui. Le pays doit se doter d'un référentiel national de la population. En déterminant le nombre d'ethnies total de ce pays.

En différenciant ceux qui sont Congolais, réfugiés et étrangers. Par la même occasion, il faut asseoir des mécanismes clairs et bien réfléchis d'accès et de perte de la nationalité congolaise, et de protection des nationaux. De plus, il faudra dans de brefs délais, entreprendre la limitation des frontières nationales qui sont jusqu'à ce jour très poreuses.

La porosité se manifeste notamment par la présence des groupes et forces armées non invités en Territoire de Fizi. Pour sa part, la planification stratégique à elle seule ne suffit pas. Encore faut-il y affecter des ressources financières et de l'expertise en conséquence pour son effectivité. Ensuite, il revient à favoriser le mérite et les compétences dans l'octroi des emplois d'Etat. Mais aussi, la question relative à la gestion et l'exercice du pouvoir coutumier doit être vidée une fois pour toute. Ainsi, les chefs traditionnels se donneraient aussi aux activités de développement local de leurs entités administratives coutumières respectives au lieu de s'éterniser dans des querelles intestines et qui plus est, sont improductives. Dans l'expression la plus simple, le pouvoir politique est un rapport autorité-obéissance entre gouvernants et gouvernés. Mais le citoyen obéit s'il reconnaît la légitimité de celui qui commande⁴². Les gouvernants du niveau national doivent assurer la présence de l'État sur toute l'étendue du territoire dont une armée véritablement nationale dissuasive, professionnelle et républicaine. Ici, nul n'est besoin de rappeler que les institutions de la RDC sont toutes infiltrées de la base au sommet et qu'il faut les assainir.

Ces infiltrations sont le fruit des brassages et mixages des institutions consécutivement aux différents processus de négociations entre les parties en conflit à Pretoria, Sun City, Lusaka, Nairobi, etc. In *fine*, on continue de parapher des accords de paix sans lendemain et de se réunir pour des négociations futiles et interminables⁴³. Il faut en outre considérer le développement local comme pilier des entités territoriales décentralisées.

Il importe de réfléchir profondément à la forme de gouvernement entre le fédéralisme, le régionalisme et la décentralisation⁴⁴ pour que le pays soit véritablement refondé et que les citoyens participent activement dans la gestion de la chose. Car, la centralisation a montré ses limites avec la tendance à un hyper-présidentialisme. Et le Président Tshisekedi a manifesté, à Kisangani,

⁴² Jean-Marie Cotteret, *Gouverner c'est paraître*, Paris : PUF, 1991, p.10.

⁴³ Charles Onana, *op. cit.*, p.17.

⁴⁴ Tshiyembe Mwayila, *op. cit.*, 2012.

sa volonté de changer la Constitution pour des fins non encore élucidées aujourd'hui.

Une réflexion murie sur les étapes et sur la périodicité de la refondation de l'Etat congolais est impérative et à commencer de la base au sommet de l'échiquier national congolais. Cette refondation donnera place à la souveraineté à la base (le peuple) et en haut lieu (le chef de l'Etat).

Bibliographie :

1. Action pour le Développement et la Paix endogènes (ADEPAE) *et al.* (2011), *Au-delà des « groupes armés ». Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)*, Série des Grands Lacs, Uppsala, Life&Peace Institute.
2. Badie, Bertrand (2014), *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob.
3. Bayart, Jean-François (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, L'espace du Politique.
4. Bayart, Jean-François (1996), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard. L'espace du politique.
5. Birnbaum, Pierre et Chazel, François (1978), *Sociologie politique*, Paris, Armand Colin.
6. Braud, Philippe (2004), *Violences politiques*, Paris, Seuil.
7. Bouchard, Denis (2011), *Etats fragiles*, Politique étrangère n°1.
8. Cotteret, Jean-Marie (1991), *Gouverner c'est paraître*, Paris, PUF.
9. Easton, David (1974), *A Systems Analysis of Political Life*, New York, John Wiley, 1965 (trad. Par P., Rocheron 1974, *Analyse du système politique*, Paris, Armand Colin).
10. Gaulme, François (2011), « 'États faillis', 'États fragiles' : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, n° 1, 17-29.
11. Jackson, Robert (1990), *Quasi States: Sovereignty, International Relations and the Third World*, New York, Cambridge University Press.

12. Kaufmann, Jean-Claude (2004), *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris : Hachettes Littératures.
13. Kenge, Dominique ; Mişcoiu, Sergiu (2020), « Rétroactes du conflit congolais (RDC) et regard sur ses causes », *Studia UBB. Europaea*, 65(2), 105-131.
14. Khonde, César Nkuku *et al.* (2009), *La République Démocratique du Congo. Les droits humains, les conflits et la construction/destruction de l'État*, Barcelona : Fundació Solidaritat UB et Inrevés.
15. Kitoka Moke, Mutondo (2012), *Église, Protection des Droits de l'Homme et Refondation de l'État en République Démocratique du Congo. Essai d'une éthique politique engagée*, Thèse de doctorat, Genève, Globethics.
16. Médard, Jean-François (1991), *États d'Afrique Noire. Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala.
17. Mbembe, Achille (2000), *De la Postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
18. Mbeko, Patrick ; Ngbanda Nzambo, Honoré (2014), *Stratégie du chaos et du mensonge. Poker menteur en Afrique des Grands Lacs*, Québec, Editions de l'Erablière.
19. Muzalia, Kihangu, Gaudefroid (2011), *Bundu Dia Kongo, une résurgence des messianismes et de l'alliance des bakongo ?*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Gand-Belgique.
20. Mwayila, Tshiyembe (2012), *Quel est le meilleur système politique pour la République Démocratique du Congo : fédéralisme, régionalisme décentralisation ?*, Paris, L'Harmattan.
21. Mwayila, Tshiyembe (2013), *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie ?*, Paris, L'Harmattan.
22. N'Da, Paul (2002), *Méthodologie de la Recherche de la Problématique à la Discussion des Résultats*, Abidjan, Université de Côte d'Ivoire.
23. Niyonkuru, Deogratias (2018), *Pour la dignité paysanne. Expériences et témoignages d'Afrique, Réflexions, pistes méthodologiques*, Bruxelles, GRIP.

24. Onana, Charles (2023), *Holocauste au Congo. Ormeta de la communauté internationale. La France complice ?* Paris, L'artilleur.
25. Péan, Pierre (2010), *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard.
26. Perrin, Guy (1966), *Sociologie de Pareto*, Paris, PUF.
27. Semelin, Jacques (2005), *Purifier et Détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil.
28. Tenne, Symphorien (2021), *Cortex-Déconfinement*, Paris, Editions ICES.
29. Tshiyembe, Mwayila (2013), *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie ?*, Paris, L'Harmattan.
30. Véron, Jean-Bernard (2011), « La Somalie : cas d'école des Etats dits 'faillis' », *Politique étrangère*, n°1, 45-57.
31. Wondo Omanyundo, Jean-Jacques (2013), *Les armées au Congo-Kinshasa. Radioscopie de la force publique aux Fardc*, Monde nouveau/ Afrique Nouvelle, Saint-Légier.
32. XXX, « La présidentielle en RDC: un "compromis à l'africaine", selon Jean-Yves Le Drian », https://www.mediacongo.net/article-actualite-47161_la_presidentielle_en_rdc_un_compromis_a_l_africaine_selon_jean_yves_le_drian.html
33. YouTube, Interview de Mr Corneille Nangaa avec Marc Perelman sur France 24, le 18/10/2023.
34. Zartman, William (1995), *Collapsed States. The Desentegration and Restauration of Legitimate Authority*, Lynne Rienner Publishers, Boulder.

